



Le 7 novembre 2025

Bonjour,

Je vous écris en réponse à votre lettre datée du 25 septembre 2025, dans laquelle vous indiquiez votre position concernant plusieurs propositions de projets de gaz naturel liquéfié (GNL) dans le nord de la Colombie-Britannique. Votre communication s'adressait à de nombreux intervenants et je vous réponds uniquement au nom d'Exportation et développement Canada (EDC).

Tout d'abord, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part de vos préoccupations. Nous reconnaissons et respectons les profondes convictions morales et spirituelles qui guident vos efforts de sensibilisation en matière de gérance environnementale et de droits des Autochtones. Nous sommes également conscients que la vision et l'expérience des Autochtones sont riches d'enseignements. Il est essentiel, tant pour EDC que pour ses clients, de se tenir au courant de l'évolution des enjeux liés aux droits de la personne et d'intégrer ces connaissances dans notre réflexion prospective.

En tant qu'organisme de crédit à l'exportation du Canada, EDC a pour mandat de soutenir et de développer le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du pays d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international. Cela implique d'aider des entreprises de toutes tailles et de tous les secteurs de l'économie canadienne.

Dans le contexte géopolitique actuel, EDC joue un rôle crucial dans la diversification des échanges commerciaux et le renforcement de l'économie canadienne. En tant que société d'État à vocation financière dotée d'une vaste expertise en financement de projets, elle appuie des projets qui favorisent le commerce et contribuent à la résilience économique du Canada et à sa compétitivité à long terme.

Nous comprenons que l'environnement, l'économie et la société sont indissociables. C'est pourquoi EDC évalue scrupuleusement ses retombées dans ces sphères avant de prendre des décisions de financement. Nous reconnaissons que les populations autochtones possèdent des droits individuels et collectifs, et que leurs langues, croyances et valeurs culturelles sont liées à des zones géographiques, à des territoires et à des ressources, ce qui les rend plus vulnérables aux conséquences du développement de projets. Notre méthode de gestion des risques associés aux peuples autochtones repose sur les normes édictées dans les Approches communes de l'OCDE, les Principes de l'Équateur et notre Politique sur les droits de la personne, qui est alignée sur les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.





Avant de soutenir un projet, nous effectuons un contrôle préalable des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance. Nous nous attendons aussi à ce que les projets nationaux respectent les lois, règles et autorisations du Canada. Dans certains cas présentant des risques environnementaux ou sociaux élevés, EDC adopte une approche fondée sur les risques afin d'appliquer les Critères de performance de la Société financière internationale, lesquels comprennent des exigences particulières pour les projets susceptibles d'avoir une incidence sur les peuples autochtones.

Nous savons que la consultation et la participation des Autochtones sont cruciales. Pour tout projet, nous évaluons l'exhaustivité des consultations effectuées auprès d'eux et déterminons dans quelle mesure leurs préoccupations ont été prises en compte par les soumissionnaires de projets. Lorsque les Principes de l'Équateur sont applicables, nous vérifions également si le consentement libre, préalable et éclairé a été sollicité ou obtenu et en tenons compte dans nos décisions de financement.

EDC cherche à participer à des projets qui portent des fruits pour les communautés autochtones, un élément fondamental dans ses évaluations et décisions. Cela comprend le soutien aux entreprises autochtones et la création de possibilités de prise de participation pour les Autochtones dans des projets qui renforcent leur pouvoir économique.

Nous espérons que ce résumé vous aidera à mieux saisir l'approche et la position d'EDC. Sachez que nous sommes ouverts à un échange continu.

Veuillez agréer mes salutations distinguées,

Rachel Guthrie

Vice-présidente et chef du développement durable

Exportation et développement Canada

